

Eric Lavillunière, Inees

Tous les dix ans depuis 1972, l'ONU organise un Sommet de la Terre avec pour but de définir un avenir durable pour la planète. Ces sommets se sont tenus à Stockholm (1972), Nairobi (1982), Rio (1992) et Johannesburg (2002). Vingt ans après cet événement s'est à nouveau déroulé à Rio du 20 au 22 juin 2012. Trois principaux thèmes y ont été abordés: l'économie verte, le cadre institutionnel pour le développement durable et la lutte contre la pauvreté.

Par ailleurs, des organisations de la société civile, inquiètes du manque d'engagement des Etats, ont organisé un Sommet des peuples du 15 au 23 juin, pour faire pression sur les Etats et organiser leur propre processus de réflexion, sur le modèle du Forum social mondial (cf. www.rio20.net).

Un modèle en panne

Le développement durable était la thématique principale du sommet de Rio+20 sur fond de constat global partagé par tous: nous ne pouvons continuer à produire comme nous le faisons sans mettre en péril l'avenir de l'humanité.

Déclaration adoptée

Le Ripess (principale organisation d'économie sociale et solidaire internationale dont Inees coordonne la branche européenne) a proposé des activités sur l'économie sociale et solidaire et le développement durable dans le cadre du Sommet des peuples. Le Ripess considère que nous vivons une crise de civilisation et que „la prétendue économie verte telle qu'elle est présentée par les gouvernements et les multinationales n'est qu'un prolongement du modèle socio-économique actuel à travers la marchandisation des biens communs comme nouvelle voie du capitalisme en crise, alors que l'économie solidaire permet de s'émanciper“. Il a rédigé une déclaration soutenue par près de 500 organisations (<http://www.ripests.org/declaration-ripests-rio20>).

Mise en question

La critique de l'économie verte (entendue comme capitalisme vert) était la base de la majeure partie des organisations de la société civile participantes du Sommet des peuples.

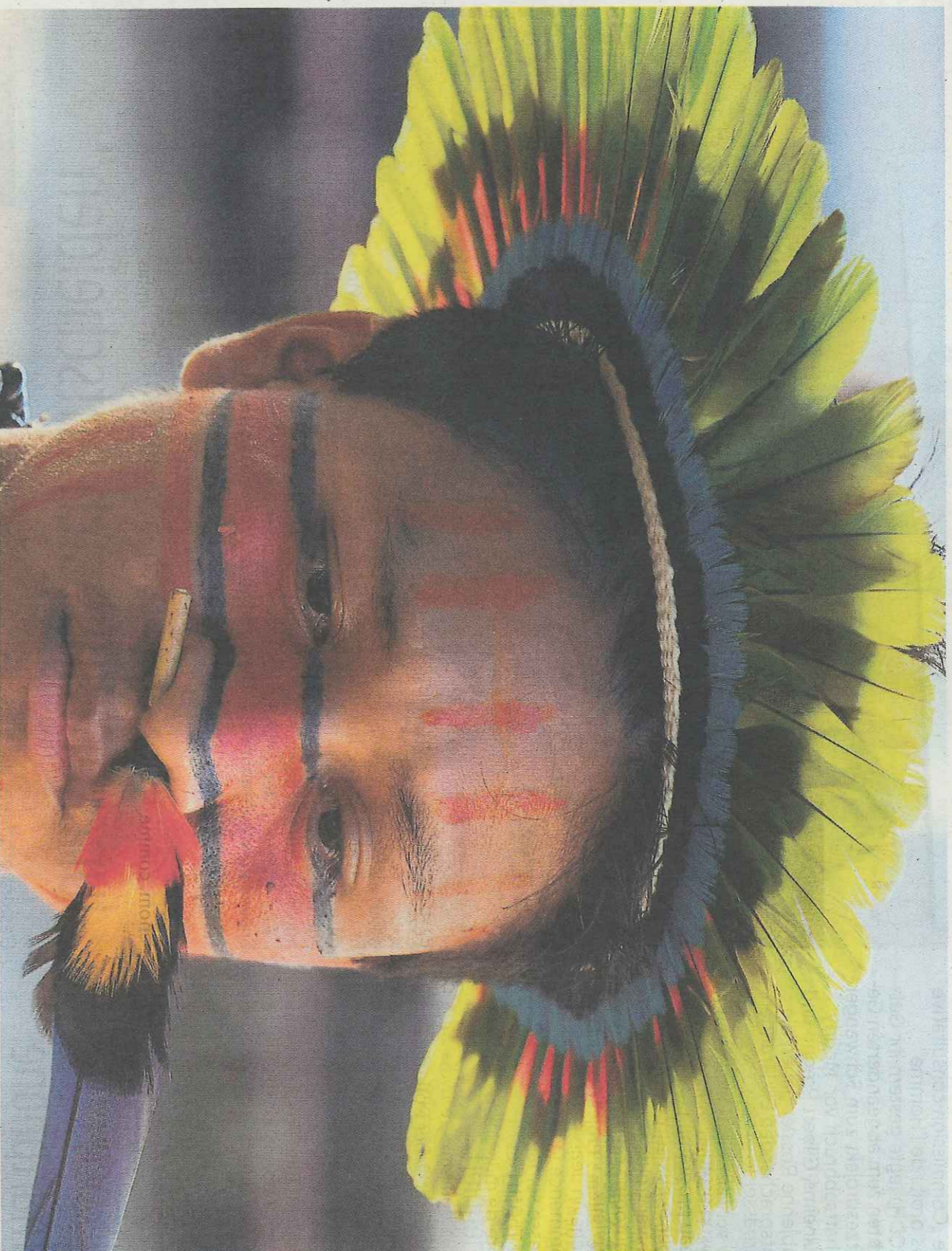


Photo: AFP/Antonio Scorza

Le développement durable était la thématique principale du sommet de Rio+20 sur fond de constat global partagé par tous: nous ne pouvons continuer à produire comme nous le faisons sans mettre en péril l'avenir de l'humanité

Ainsi Via Campesina (qui regroupe des mouvements pour une agriculture paysanne mais n'a pas de membre au Luxembourg) exprimait son inquiétude et sa déception après 20 ans de politiques agricoles qui ont, malgré les engagements pris en 1992, encouragé des productions agricoles industrialisées, souvent en monocultures, sur-consumatrices d'eau, aux mains d'une minorité d'exploitants qui ont pollué les sols et l'eau, expulsé des peuples indigènes de leur terre, détruit la forêt et les écosystèmes, imposé des législations sur la propriété intellectuelle qui ont „privatisé“ les semences et développé les semences transgéniques, sans au final résoudre les problèmes de la faim dans le monde. Pour eux „l'économie verte“ n'est qu'une façade qui cache la convoitise du secteur industriel et de l'impérialisme agroalimentaire dans le monde.

Via Campesina préconise un système basé sur la souveraineté alimentaire qui rend à la terre sa fonction sociale de terre nourri-

cière, donnant une place prépondérante à la production locale et aux circuits courts de commercialisation et de transformation. Même la très institutionnelle FAO (Food and Agriculture Organization), dépendante de l'ONU, s'en inquiète en préconisant d'„engager la transition vers des systèmes agro-alimentaires durables“.

Sans prétendre se convertir en un nouveau paradigme, elle énonce des messages, des idées, des concepts et des propositions qui vont au-delà du concept de l'économie verte (cf. <http://www.fao.org>).

Caritas International, présente à Rio, préférerait parler de „nouveau cadre économique vert“. S'appuyant sur la Doctrine sociale de l'Eglise, Caritas demande „que l'on recherche de nouveaux modes de distribution et que l'on privilégie la personne dans son intégralité (...) ce qui est directement contraire à beaucoup de principes du modèle centré sur le marché“ (cf. déclaration complète sur le site www.caritas.org).

Un accord décrié

Pendant le Sommet les Etats membres de l'ONU ont adopté le document final de Rio+20: „L'avenir que nous voulons“ qu'on trouve sur le site de l'ONU: http://www.un.org/french/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/CONF.216/L.1.

Cette déclaration finale ne donne aucun engagement ferme sur les actions à mener. Prisonniers des intérêts particuliers de chaque Etat, cette conférence a abouti à un accord global à minima sans aucune perspective de changement réel. La fracture Nord/Sud est encore vivace avec des pays développés qui ne veulent pas renoncer aux modes de production qui ont fait leur ri-

chesse et des pays émergents qui ne veulent pas voir leur ascension freinée au nom des spoliations du passé et de leur désir de rééquibrer la production de richesses dans le monde. Le modèle productiviste globalisé n'est pas fondamentalement remis en cause.

Quelques chefs d'Etat, comme François Hollande nouvellement élu en France, ont tenté de marquer quelques avancées mais en vain. La déclaration officielle, sur les 285 points retenus, ne mentionne que dans un seul (le n° 70) le „rôle que jouent les coopératives et les micro-entreprises dans l'intégration sociale et la lutte contre la pauvreté, en particulier dans les pays en développement“. On reconnaît à l'ESS son rôle social mais pas sa dimension politique

de changement sociétal pourtant portée par un grand nombre de ses organisations.

Dans le même temps le Sommet des peuples adoptait une déclaration finale (cf. <http://rio20.net/propuestas/declaracion-final-de-la-cumbre-de-los-pueblos-en-la-rio20>) (disponible en espagnol et en anglais) dans laquelle les organisations de la société civile présentes revendiquent la défense des biens communs contre la marchandisation de la vie et refusent la nouvelle phase de reconposition du capitalisme et annoncent le défi urgent de construire de nouveaux paradigmes de société.

„La société civile est en avance sur les Etats“ disait Brice Lalonde. Rio+20 en donna une brève illustration.

„Side Event“

L'économie sociale et solidaire (ESS) était également présente dans le sommet officiel à travers un „Side Event“ organisé par les Rencontres du Mont-Blanc (qui regroupe quelques dirigeants de grandes entreprises de l'économie sociale) qui y ont présenté leurs propositions (cf. www.rencontres-montblanc.coop). Le professeur Ignacy Sachs (Maison des sciences de l'homme en France) s'attardait sur les méfaits des marchés qui sont „myopes et socialement insensibles“. Brice Lalonde, co-coordonateur de Rio+20, sortait de la neutralité qu'impose sa fonction en appuyant ce propos: „les marchés sont de très bons serviteurs, mais de mauvais maîtres“. Puis-

que le principe de ces ateliers est de faire pression sur les gouvernements, des ministres en charge de l'ESS y participaient. Pour Paul Singer (Brésil) „si les marchés ont pris tant d'importance, c'est avant tout dû à la crise du politique“. Pour Benoît Hamon (France) „les citoyens sont désenchantés et ne croient plus aux politiques qui y compris dans des alternances gauche/droite, ont trop laissé croire qu'il n'y avait qu'une politique économique possible“. Et selon lui, l'ESS est un bon projet de reconquête démocratique. Thierry Jeantet, le président des RMB, concluait en annonçant que dans le futur, les dirigeants politiques devront prendre en compte l'ESS.



Photo: Inees